

Ne nous leurrons pas, l'Europe de la défense progresse moins vite que les menaces

16 juin 2017 11:42

Jean Marsia

Fin 2016, la Haute représentante de l'Union européenne (UE) annonçait la mise en place de la Military Planning and Conduct Capability (MPCC), un ersatz de quartier général opérationnel pour l'UE. En réalité, la MPCC reprendra les 9 permanents du Centre d'opération de l'UE et y ajoutera 7 nouvelles personnes. À terme, elle en aura 30, alors qu'il en faudrait 140. Cela peut paraître beaucoup, mais c'est sans commune mesure avec les 2.400 fonctions du SHAPE.

La communication du 7 juin de la Commission européenne relève que, dans presque tous les pays de l'UE, les citoyens placent la défense dans leurs trois premières priorités. Angoissés par le terrorisme, la Russie, la Turquie, les conséquences des guerres civiles en Syrie, en Libye, en Somalie, les cyberattaques de grande ampleur, les suites de la crise financière, le populisme, le Brexit, trois Européens sur quatre souhaitent une défense européenne.

Gaspillage sous-estimé

La Commission sous-estime le gaspillage par les 28 États membres de leurs budgets de défense. Leur total est de 200 milliards d'€ par an, qui servent à payer 1,5 million de militaires, dont seulement 20.000, soit 1,3 %, sont utilisables en opérations extérieures, selon Jacques Audibert, conseiller diplomatique du président Hollande de 2014 à 2017. Environ 10.000 sont Français ou légionnaires et la plus grande partie du reste est britannique. Nous sommes très loin des 100.000 soldats voulus par l'UE en 2003 ! Les Européens sont dix fois moins efficaces que les Américains : leur budget de défense est de 600 milliards d'€ par an; il sert à rémunérer et à équiper 980.000 militaires, dont 187.700 sont en opérations, soit 19%. C'est que " 80% des achats et plus de 90% des investissements en recherche scientifique et technologique sont gérés à l'échelle nationale " selon la Commission et l'Agence européenne de défense (AED), ce qui conduit à l'existence en Europe de 178 systèmes d'armes différents contre 30 aux USA, 17 modèles de chars de combat contre un, 29 classes de frégates contre 4, 20 types d'avions de combat contre 6.

La communication du 7 juin est très insuffisante pour augmenter l'efficacité de nos dépenses de défense. La politique de coopération interétatique industrielle et opérationnelle ne peut être améliorée qu'à la marge, faute de consensus politique. Il en va de même pour la gestion des crises extérieures, le contrôle des frontières ou les opérations maritimes. Faute d'Europe fédérale, la communication de la Commission n'est qu'un leurre.

La Commission se propose d'affecter 250 millions d'euros par an en 2019 et 2020 au développement industriel de la défense, puis un milliard par an de 2021 à 2027. S'y ajouteront 500 millions d'euros par an pour la recherche scientifique et technologique. Au total sur la période : 10,5 milliards €. C'est bien mieux que la vingtaine de millions € mis annuellement depuis 2004 à la disposition de l'AED, mais c'est dérisoire par rapport aux 1.800 milliards € que les États membres affecteront sur la période à leur défense, au minimum, car ils se sont engagés à doubler cette somme à la demande de l'OTAN. Ceux qui essaient de démontrer que

l'armée européenne serait impayable ne savent pas compter.

Nos gouvernements devraient suivre les conseils de Churchill, du général de Gaulle et du général Eisenhower. En 1935, dans un journal américain, puis en 1946, dans un discours à l'Université de Zurich, Churchill a plaidé pour des États-Unis d'Europe, à l'évidence sur le modèle fédéral américain.

En 1949, de Gaulle voyait ainsi l'Europe : " Chaque État garderait sa souveraineté, sauf dans les domaines que les nations attribueraient à la communauté pour qu'y soit réalisée l'unification. Ces domaines devraient être, pour une première période : la défense terrestre, navale, aérienne, de tous les territoires des peuples confédérés. "

En 1951, Eisenhower, alors commandant suprême allié, disait que " c'est seulement en réalisant son unité dans une fédération, que l'Europe obtiendra [la] sécurité, tout en poursuivant sa contribution aux progrès de la civilisation occidentale. "

Vague souverainiste

Depuis fin 2016, la vague souverainiste, nationaliste, populiste, voire extrémiste, reflue car ses résultats sont calamiteux en Pologne, en Hongrie, aux USA, au Royaume-Uni, où Mme May veut s'appuyer sur le rétrograde et europhobe Democratic Unionist Party d'Irlande du Nord, pour négocier le Brexit ! Les électeurs européens font désormais plus confiance aux candidats qui ont une vue à long terme de notre avenir et partagent nos valeurs.

Mais il ne faut pas baisser la garde, car l'establishment tente de faire croire que l'Europe de la défense va se mettre rapidement en place. Or, il n'en est rien ! Tout est fait pour que cela prenne encore 50, 60 ou 100 ans, comme le disait Mme Mogherini à Bratislava en novembre 2016.

C'est pourquoi la Société européenne de défense AISBL (S€D), www.seurod.eu travaille à réaliser son objet social en appelant les citoyens français qui résident dans le BENELUX à soutenir le candidat député à l'Assemblée nationale humaniste et favorable à la refondation du projet européen.

Jean Marsia

Président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

Source: L'Echo

Copyright L'Echo